



## Les relations diplomatiques entre les États-Unis et la Russie depuis la fin de la guerre froide

ALEXANDRE ALAOU

*Chercheur en résidence, Observatoire sur les États-Unis  
de la Chaire Raoul-Dandurand*

Le moment où George Kennan, le chef de la mission diplomatique américaine à Moscou, envoyait un long télégramme<sup>1</sup> à Washington pour avertir le président Truman des « intentions impérialistes » de Staline semble désormais relever d'une époque révolue. Pourtant, les relations bilatérales entre ces anciens belligérants semblent encore ponctuées de méfiances réciproques. Les joutes diplomatiques récentes auxquelles se sont livrés les présidents Obama et Poutine concernant la Syrie et l'affaire Snowden ont eu pour effet de rappeler que Moscou demeure un acteur incontournable de la politique internationale. Alors que la reprise des pourparlers à propos du programme nucléaire iranien semble imminente et que ces acteurs-clés demeurent au cœur de cet enjeu stratégique, il est intéressant de se questionner si ceux-ci peuvent tirer profit de ces incidents. Nous avons donc cru bon d'analyser le contexte élargi des relations qu'entretiennent ces deux grandes puissances afin de mettre en perspective les aléas diplomatiques qui les ponctuent. Notre objectif ici sera de dégager les éléments de continuité et de rupture caractérisant les principaux aspects de leurs relations depuis la chute du bloc soviétique.

### Contexte général et coopération dans un monde post-guerre froide

Le lieu qui symbolisa la plus grande tension durant la guerre froide fut le premier élément de changement caractérisant la fin de cette époque. En effet, après la chute du Mur de Berlin, les puissances qui s'étaient partagé l'Allemagne après la Seconde Guerre mondiale<sup>2</sup> présidèrent à sa réunification, culminant avec le *Traité portant un règlement définitif concernant l'Allemagne*, signé à Moscou le 12 septembre 1990<sup>3</sup>.

L'administration de George H.W. Bush ne resta pas indifférente devant la chute du bloc soviétique, proposant de l'aide économique. Or, les États-Unis avaient suspendu le commerce avec les pays communistes, sauf la Yougoslavie, en 1951 par le biais de la *Loi sur l'extension des rapports commerciaux*, remplacée par la *Loi sur le commerce* de 1974<sup>4</sup>. Cette dernière comprend une clause, l'amendement Jackson-Vanik, empêchant le gouvernement américain de mener des échanges commerciaux bilatéraux avec des pays n'ayant pas un système d'économie de marché et qui entravent

<sup>1</sup> X., « The Sources of Soviet Conduct », *Foreign Affairs* 25, n° 4 (juillet 1947): p.566-582.

<sup>2</sup> États-Unis, France, Grande-Bretagne, Union soviétique.

<sup>3</sup> Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe, *Le traité portant règlement définitif concernant l'Allemagne - Les bouleversements géopolitiques en Europe après 1989*, 19 décembre 2012, [[http://www.cvce.eu/education/unit-content/-/unit/1f5d29d1-bc79-44af-ae41-6fdb3f41608e/efe51364-e699-4d53-92ff-fe24f37e4d40/Resourcess#702f1644-9e61-401e-9f40-0ad60d739ae7\\_fr&overlay](http://www.cvce.eu/education/unit-content/-/unit/1f5d29d1-bc79-44af-ae41-6fdb3f41608e/efe51364-e699-4d53-92ff-fe24f37e4d40/Resourcess#702f1644-9e61-401e-9f40-0ad60d739ae7_fr&overlay)], consulté le 9 octobre 2013.

<sup>4</sup> William H. Cooper, *The Jackson-Vanik amendment and candidate countries for WTO accession: issues for Congress* (Washington, D.C.: Congressional Research Service, 26 juillet 2012), p.2, [<https://www.fas.org/sgp/crs/row/RS22398.pdf>], consulté le 10 octobre 2013.

l'émigration de leurs citoyens<sup>5</sup>. Le président Bush a donc dû recourir à la clause de renonciation comprise dans l'amendement afin d'offrir des mesures d'aides économiques à ces pays, dont l'Union soviétique à compter de décembre 1990. Ce plan d'aide de 6 mois a été renouvelé pour une année supplémentaire en juin 1991 comprenant 1 milliard en crédits spéciaux afin que l'URSS puisse surmonter la pénurie alimentaire qui ravageait le pays. De plus, Washington proposa au FMI et à la Banque mondiale (BM) d'accueillir Moscou en tant qu'observateur. Cet élément de changement dans les relations entre ces deux pays survint donc quelque peu avant la dislocation de l'Union soviétique, le 8 décembre 1991, qui devint la Communauté des États indépendants (CÉI). Deux semaines plus tard, 11 républiques rejoignirent la CÉI tandis que le 25 décembre, Gorbatchev quitta officiellement ses fonctions de président, mettant formellement un terme à l'existence de l'URSS<sup>6</sup>.

Les États-Unis et la Russie se reconnurent mutuellement, normalisant par le fait même leurs relations diplomatiques le 31 décembre 1991, lorsque le nouveau président, Boris Eltsine, accepta l'offre de Bush<sup>7</sup>. Le président russe fit sa première visite officielle aux États-Unis le mois suivant, lors d'un Sommet des membres du Conseil de sécurité de l'ONU (en remplacement de l'URSS). Eltsine accompagna Bush par la suite à Camp David où ils s'accordèrent pour poursuivre leur coopération dans le dossier du désarmement nucléaire et de la non-prolifération. De plus, Bush promit de soutenir la candidature de la Russie au FMI et à la BM et annonça un plan d'aide humanitaire d'urgence envers les anciennes républiques soviétiques à compter du 10 février 1992. Ils firent aussi une déclaration commune stipulant que « la Russie et les États-Unis ne se perçoivent plus en tant qu'adversaires potentiels<sup>8</sup> ». Pour mettre en œuvre ce plan d'aide, Bush demanda au Congrès d'adopter la *Loi sur le soutien à la liberté* (FSA), qui entra en vigueur le 24 octobre 1992<sup>9</sup>.

L'assistance américaine à la Russie, essentiellement mise en œuvre par l'agence USAID, va durer deux décennies pour se terminer le 1er octobre 2012<sup>10</sup>. De 1992 à 2012, plus de 1,2 milliard de \$ furent offerts à la Russie<sup>11</sup>. Les principaux champs d'action ont été : la santé publique (notamment la détection et le traitement de maladies infectieuses telles que le VIH-sida et la tuberculose), l'environnement, le soutien aux organisations de la société civile, la réforme du système judiciaire, l'accès aux nouvelles technologies électroniques et la modernisation de l'économie, surtout pour le développement du secteur des PME. Sur ce dernier point, le Fonds d'investissement américano-russe (TUSRIF) fut mis sur pied en 1995 au moyen d'une subvention de 329 millions de \$ par le gouvernement américain<sup>12</sup>. De plus, avec la FSA,

---

<sup>5</sup> Vladimir N. Pregelj, *The Jackson-Vanik Amendment: A Survey* (Washington, D.C.: Congressional Research Service, 1 août 2005), p.2-3, [<http://oai.dtic.mil/oai/oai?verb=getRecord&metadataPrefix=html&identifier=ADA457364>], consulté le 10 octobre 2013.

<sup>6</sup> Ibid., p.10; U.S. Department of State, *Highlights in the History of U.S. Relations With Russia, 1780-June 2006*, 11 mai 2007, [[http://www.state.gov/p/eur/ci/rs/200years/c30273.htm#1990\\_1998](http://www.state.gov/p/eur/ci/rs/200years/c30273.htm#1990_1998)], consulté le 10 octobre 2013.

<sup>7</sup> U.S. Department of State Office of the Historian, *A Guide to the United State's History of Recognition, Diplomatic, and Consular Relations, by Country, since 1776 : Russia*, [<http://history.state.gov/countries/russia>], consulté le 13 octobre 2013.

<sup>8</sup> U.S. Department of State Office of the Historian, *United States Relations with Russia: After the Cold War*, [<http://2001-2009.state.gov/r/pa/ho/pubs/fs/85962.htm>], consulté le 13 octobre 2013.

<sup>9</sup> Traduction libre de : *Freedom Support Act*. Voir : The American Presidency Project, *George Bush: Statement on Signing the FREEDOM Support Act*, 24 octobre 1992. [<http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=21658#axzz2hjnrITCC>], consulté le 14 octobre 2013.

<sup>10</sup> U.S. Agency for International Development, *Russia*, [<http://www.usaid.gov/where-we-work/europe-and-eurasia/russia>], consulté le 7 octobre 2013.

<sup>11</sup> U.S. Agency for International Development [USAID], *20 Years of Economic Growth Assistance in Europe and Eurasia*, Washington, 24 juillet 2013, p.122, [[http://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/1863/EE\\_20\\_Year\\_Review.pdf](http://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/1863/EE_20_Year_Review.pdf)], consulté le 14 octobre 2013.

<sup>12</sup> U.S. Agency for International Development, *USAID in Russia*, [<http://www.usaid.gov/news-information/factsheets/usaid-russia>], consulté le 8 octobre 2013.

Washington accorda plus de 3,3 milliards de \$ à la Russie de 1992 à 2007 pour aider la transition du pays vers la démocratie et l'économie de marché, le soutien en alimentation, la non-prolifération des armes nucléaires et la lutte antiterrorisme (qui s'y est greffée à compter de 2001)<sup>13</sup>.

Par la suite, le président Clinton, dont le libéralisme intellectuel était fortement influencé par la thèse de la paix démocratique<sup>14</sup>, va poursuivre les efforts de collaboration avec la Russie afin d'aider le pays à se convertir à la démocratie et l'économie de marché tout en favorisant son intégration au sein des institutions internationales<sup>15</sup>. Sa première rencontre avec son homologue, Eltsine, se déroula à Vancouver en avril 1993. Clinton promit alors 1,6 milliard de \$ (en prêts et crédits) supplémentaires pour aider la Russie à faire face à une multitude d'enjeux, dont pourvoir aux besoins en nourriture et médicaments, le développement du secteur privé, la construction de logements pour les anciens officiers soviétiques et l'assistance pour la réduction des armes nucléaires<sup>16</sup>. Lors du Sommet des chefs d'États du G7 de Tokyo des 9 et 10 juillet 1993, les États-Unis ont annoncé un plan d'aide bilatéral de 1,8 milliard de \$ envers la Russie et les anciennes républiques soviétiques. En juin 1997, Clinton annonça que la Russie faisait désormais partie du « Club de Paris ». Le G7 devint le G8<sup>17</sup>. Au total, les présidents Clinton et Eltsine vont se rencontrer à 18 reprises. Ils développeront une certaine amitié<sup>18</sup> qui n'empêcha pas que les relations diplomatiques soient parfois entachées par la méfiance des russes à propos l'apparente dépendance de leur pays envers l'aide américaine. Ainsi, les réformes économiques russes ont maintenu les intérêts américains (et étrangers) hors de portée des privatisations et l'Europe a obtenu la grosse part du gâteau avec 50% des échanges commerciaux, laissant moins de 5% aux États-Unis<sup>19</sup>.

Enfin, les États-Unis et la Russie choisirent de poursuivre leur collaboration dans un domaine qui fut hautement symbolique durant la guerre froide : l'espace. En effet, le 17 juin 1992, Bush et Eltsine signèrent *l'accord relatif à la coopération en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques*. La première mission conjointe aura lieu le 3 février 1994 alors que le cosmonaute russe, Sergueï Krikaliov, se joignit à l'équipe de la navette spatiale Discovery. En juin 1995, la navette Atlantis va réussir à s'amarrer à la station spatiale russe Mir<sup>20</sup>. Entre temps, le rapprochement entre la NASA et l'Agence spatiale russe, chapeauté par le vice-président Gore et le premier ministre Tchernomyrdine, s'accéléra grandement<sup>21</sup>. L'administration Clinton prit la décision d'intégrer la Russie comme partenaire de la Station spatiale internationale. Le but était de lier cet enjeu à la politique étrangère afin d'obtenir un levier sur Moscou pour accélérer les réformes démocratiques et économiques. En tout,

---

<sup>13</sup> Curt Tarnoff, *US assistance to the former Soviet Union* (Washington, D.C.: Congressional Research Service, 1<sup>er</sup> mars 2007), p.1-11, [[http://digital.library.unt.edu/ark:/67531/metacrs6698/m1/1/high\\_res\\_d/RL32866\\_2005Apr14.pdf](http://digital.library.unt.edu/ark:/67531/metacrs6698/m1/1/high_res_d/RL32866_2005Apr14.pdf)], consulté le 14 octobre 2013.

<sup>14</sup> Dont la prémisse centrale est l'idée que les démocraties ne se font pas la guerre entre elles.

<sup>15</sup> Peter Rutland et Gregory Dubinsky, « U.S.–Russian Relations: Hopes and Fears », p.4, [<http://prutland.web.wesleyan.edu/Documents/US-Russian%20relations.pdf>], consulté le 8 octobre 2013.

<sup>16</sup> Thomas L. Friedman, « Summit in Vancouver; Clinton Present Billions to Yeltsin in U.S. Aid Package », *New York Times* (New York), 4 avril 1993, [<http://www.nytimes.com/1993/04/04/world/summit-in-vancouver-clinton-presents-billion-to-yeltsin-in-us-aid-package.html?pagewanted=all&src=pm>], consulté le 15 octobre 2013.

<sup>17</sup> U.S. Department of State Office of the Historian, *United States Relations with Russia: After the Cold War*.

<sup>18</sup> Stephen M. Walt, « Two Cheers for Clinton's Foreign Policy », *Foreign Affairs*, mars 2000, [<http://www.foreignaffairs.com/articles/55848/stephen-m-walt/two-cheers-for-clintons-foreign-policy>], consulté le 15 octobre 2013.

<sup>19</sup> Rutland et Dubinsky, « U.S.–Russia Relations », p.4-5.

<sup>20</sup> U.S. Department of State Office of the Historian, *United States Relations with Russia: After the Cold War*.

<sup>21</sup> U.S. Department of State, *Fact Sheet: Gore-Chernomyrdin Commission*, 20 juin 1996, [<http://dosfan.lib.uic.edu/ERC/bureaus/eur/releases/950620Gorer.html>], consulté le 14 octobre 2013.

près de 800 millions de \$ en coopération et contrats furent investis par la NASA en Russie pour la station, dont les premiers modules furent lancés en 1998<sup>22</sup>.

### **Les principaux enjeux stratégiques : continuité et rupture d'une méfiance réciproque**

Les relations entre les États-Unis et la Russie comprennent une multitude d'enjeux stratégiques, souvent hérités de la période de la guerre froide. Au cours des dernières décennies, ces différents dossiers, au premier chef le désarmement nucléaire et les sphères d'influence respectives, ont parfois eu quelques frictions qui entachaient leur coopération mutuelle.

Le dossier du contrôle des armements nucléaires connut de nombreuses avancées, rappelant l'époque de la *détente* où Kissinger menait les discussions avec Brejnev pour la réduction de leurs arsenaux respectifs (SALT). L'une des premières initiatives provint de deux sénateurs américains, Nunn et Lugar. En novembre 1991, après l'échec du coup d'État contre Gorbatchev, ceux-ci firent voter les *Programmes coopératifs de réduction de la menace*, surnommés « amendements Nunn-Lugar », au coût de 400 millions de \$ pour l'année fiscale 1992<sup>23</sup>. Les objectifs de ces programmes sont de soutenir les anciennes républiques soviétiques à : détruire les armes de destructions massives (ADM) ainsi que leurs installations ; consolider et sécuriser le transport de ces armes, de leurs matériaux et technologies ; améliorer la transparence et encourager de plus hauts standards de surveillance ; soutenir la coopération militaire dans le but de prévenir la prolifération nucléaire<sup>24</sup>. Ce programme de sécurité nationale eut un énorme succès, malgré l'opposition initiale du Pentagone, atteignant aussi des dépenses avoisinant 8,8 milliards de \$ de 1992 à 2010, tout en permettant aux scientifiques nucléaires russes d'obtenir un revenu et d'éviter qu'ils aillent vendre leur expertise ailleurs. Dès 1992, l'Ukraine, le Kazakhstan et la Biélorussie acceptèrent de démanteler leur arsenal nucléaire hérité de l'implosion de l'Union soviétique<sup>25</sup>. En date du 31 mai 2013, 7,616 ogives nucléaires furent démantelées, 926 ICBM<sup>26</sup> (dont 498 silos), 155 bombardiers, etc.<sup>27</sup>. Le programme est toujours en place avec un budget annuel de plus de 500 millions de \$ prévu pour 2013 et 2014<sup>28</sup>.

De nombreux traités furent par ailleurs signés afin de réduire les stocks respectifs d'ADM. Tout d'abord, le traité START fut signé le 31 juillet 1991 par Bush et Gorbatchev. Ratifié par le Sénat le 1er octobre 1992, il est entré en vigueur le 5 décembre 1994. Son objectif a été de réduire à 6,000 ogives nucléaires

---

<sup>22</sup> Marcia S. Smith, *Space Stations* (Washington, D.C.: Congressional Research Service, 17 novembre 2005), p.2-4, [<http://www.fas.org/sgp/crs/space/IB93017.pdf>], consulté le 16 octobre 2013.

<sup>23</sup> Amy F. Woolf, *Nonproliferation and Threat Reduction Assistance: U.S. Programs in the Former Soviet Union* (Washington, D.C.: Congressional Research Service, 6 mars 2012), p.3, [<http://www.fas.org/sgp/crs/nuke/RL31957.pdf>], consulté le 14 octobre 2013.

<sup>24</sup> Justin Bresolin, Sam Kane, et Kingston Reif, « Fact Sheet: The Nunn-Lugar Cooperative Threat Reduction Program », *The Center For Arms Control and Non-Proliferation*, mis à jour en juillet 2013, [[http://armscontrolcenter.org/publications/factsheets/fact\\_sheet\\_the\\_cooperative\\_threat\\_reduction\\_program/](http://armscontrolcenter.org/publications/factsheets/fact_sheet_the_cooperative_threat_reduction_program/)], consulté le 14 octobre 2013.

<sup>25</sup> Rutland et Dubinsky, « U.S.–Russia Relations », p.3; Woolf, *Nonproliferation and Threat Reduction Assistance*, p.12.

<sup>26</sup> Missiles balistiques intercontinentaux.

<sup>27</sup> Pour le portrait global, voir : Defense Threat Reduction Agency, « Nunn-Lugar CTR and Small Arms Light Weapons scorecards », 31 mai 2013, [[http://cms.dtra.mil/docs/system-documents/20130501\\_fy13\\_ctr-scorecard\\_slides\\_may13.pdf](http://cms.dtra.mil/docs/system-documents/20130501_fy13_ctr-scorecard_slides_may13.pdf)], consulté le 21 octobre 2013.

<sup>28</sup> Bresolin, Kane, et Reif, « Fact Sheet: The Nunn-Lugar Cooperative Threat Reduction Program ».

actives le maximum pour chacun des deux pays<sup>29</sup>. Puis, dans un geste de bonne volonté hautement symbolique, les États-Unis et la Russie cessèrent de pointer mutuellement leurs missiles nucléaires le 30 mai 1994, en fonction de l'accord entre les présidents Clinton et Eltsine. Cette entente prévoyait aussi que la Russie convertisse 500 tonnes de matériel nucléaire pour un usage civil alors que les États-Unis s'engageaient à acquérir pour un montant de 12 milliards de \$ d'uranium faiblement enrichi sur une période de 20 ans<sup>30</sup>. Un second traité de désarmement, START II, fut négocié en 1992 et signé par les présidents Bush et Eltsine le 15 janvier 1993. Celui-ci prévoit une autre réduction mutuelle de têtes nucléaires actives, portant le nombre maximal pour chacun à 3,000-3,500 pour la fin de 2007<sup>31</sup>. Sa mise en œuvre fut retardée par les législatures chargées de le ratifier. Du côté du Sénat américain, la ratification ne fut acquise qu'au bout de 3 ans, le 26 janvier 1996. Du côté de la Douma, certains législateurs s'inquiétaient de la mise en abîme de leurs forces offensives et les discussions concernant sa ratification furent régulièrement interrompues afin de protester contre des actions américaines (bombardements en Irak et au Kosovo, désir de modifier le traité ABM)<sup>32</sup>. Ce sera le successeur d'Eltsine, Poutine, qui remettra le traité au goût du jour, pressant la Douma à agir au début de l'année 2000. START II fut ratifié le 14 avril par cette législature. Clinton et Eltsine commencèrent des discussions à propos de START III, mais celles-ci n'aboutirent à aucun traité. Par contre, lorsque George W. Bush devint président, celui-ci ne se montra guère intéressé à la question du désarmement, préférant laisser les deux pays réduire le stock de têtes nucléaires actives de leurs propres initiatives. W. Bush et Poutine signèrent néanmoins le traité SORT le 24 mai 2002, réduisant leur arsenal à 1,700-2,200 têtes actives chacun pour la fin de 2012, tandis que le Sénat et la Douma le ratifièrent respectivement les 6 mars et 14 mai 2003. De plus, W. Bush annonça le retrait unilatéral des États-Unis du traité ABM à compter du 13 juin 2002 afin de poursuivre le développement d'un bouclier antimissile (SDI). Poutine réagit symboliquement en retirant unilatéralement la Russie du traité START II, bien qu'il ne fut jamais réellement effectif<sup>33</sup>.

Dans ce contexte de coopération envers le désarmement et la contre-prolifération, l'Iran demeure un point de contention entre ces deux pays. En effet, bien qu'ils s'accordent pour empêcher Téhéran de faire partie du club des nations possédant l'arme nucléaire, ils divergent sur les actions à entreprendre. Un traité de coopération nucléaire bilatéral entre la Russie et l'Iran fut signé en 1992, suivi d'un engagement secret à construire la centrale nucléaire de Bouchehr en 1995<sup>34</sup>. En mars 2001, le président Khatami se rendit à Moscou afin de négocier un contrat de vente d'armes, en violation d'un accord confidentiel obtenu par Gore en 1995 où la Russie devait cesser cette activité en 1999. De plus, en 2002, lorsqu'il fut découvert que Téhéran avait repris son programme d'enrichissement d'uranium en secret, Poutine était d'accord avec W. Bush sur l'idée d'empêcher l'Iran de devenir une puissance nucléaire tout en condamnant les sanctions américaines<sup>35</sup>. Puis, le *Régime de contrôle de la technologie des missiles*, établi en 1987, se trouve malmené par la vente de technologies balistiques et de missiles de croisière russes à l'Iran<sup>36</sup>.

Les relations diplomatiques entre les États-Unis et la Russie sont aussi marquées par un mélange de frictions et de coopération à propos d'enjeux stratégiques régionaux. L'élargissement de l'OTAN pour inclure d'anciens pays communistes amena l'organisation graduellement aux portes de la Russie, ce qui

---

<sup>29</sup> Office of the Under Secretary of Defense for Acquisition, Technology, and Logistics, *START: Executive Summary*, [<http://www.acq.osd.mil/tc/treaties/start1/execsum.htm>], consulté le 21 octobre 2013.

<sup>30</sup> U.S. Department of State Office of the Historian, *United States Relations with Russia: After the Cold War*.

<sup>31</sup> Office of the Under Secretary of Defense for Acquisition, Technology, and Logistics, *START II: Executive Summary*, [<http://www.acq.osd.mil/tc/treaties/start2/execsum.htm>], consulté le 21 octobre 2013.

<sup>32</sup> Traité anti-missiles balistiques de 1972 permettant de déployer des intercepteurs d'ICBM.

<sup>33</sup> Amy F. Woolf, Paul K. Kerr, et Mary Beth D. Nikitin, *Arms Control and Nonproliferation: A Catalog of Treaties and Agreements* (Washington, D.C.: Congressional Research Service, 15 juillet 2013), p.11-17, [<http://www.fas.org/sgp/crs/nuke/RL33865.pdf>], consulté le 22 octobre 2013.

<sup>34</sup> Nuclear Threat Initiative, *Iran*, [<http://www.nti.org/country-profiles/iran/nuclear/>], consulté le 28 octobre 2013.

<sup>35</sup> Rutland et Dubinsky, « U.S.–Russia Relations », p.10-11, 14.

<sup>36</sup> Woolf, Kerr, et Nikitin, *Arms Control and Nonproliferation: A Catalog of Treaties and Agreements*, p.44-45.

fut considéré comme un acte de provocation délibérée<sup>37</sup>. L'Acte de fondation OTAN-Russie de mai 1997 établit des relations formelles entre eux. Il fut suivi de la création du Conseil OTAN-Russie en 2002<sup>38</sup>. Par contre, la crise du Kosovo en 1999 causa des frictions entre l'OTAN et la Russie. En effet, les bombardements, entamés le 24 mars, survinrent deux semaines après l'intronisation de trois nouveaux membres dans l'organisation<sup>39</sup>. Plus encore, ces bombardements commencèrent au moment même où le premier ministre russe, Primakov, se rendait à Washington afin de demander une bonification d'aide financière. Clinton fit retourner le vol vers Moscou, ce qui créa un froid diplomatique. Moscou considérait l'assaut de l'OTAN comme une ingérence au sein de sa propre sphère d'influence. Les Russes informèrent Milosevic que les troupes au sol de l'OTAN allaient se déployer au Kosovo, l'invitant à quitter le territoire et lui indiquant qu'il avait perdu leur appui<sup>40</sup>.

Quant aux relations entre les présidents W. Bush et Poutine, ils entretenirent de nombreuses collaborations sur le dossier de la lutte antiterroriste. D'ailleurs, le président russe fut le premier à appeler son homologue le 11 septembre 2001 pour lui offrir un message de solidarité<sup>41</sup>. En juillet 2006, lors d'une annonce conjointe, les États-Unis et la Russie ont lancé *L'initiative globale pour combattre le terrorisme nucléaire* afin de coopérer pour réduire les risques que des organisations terroristes puissent mettre la main sur du matériel servant à développer des armes nucléaires<sup>42</sup>.

### **Les relations entre Obama et Medvedev-Poutine : une nouvelle détérioration ?**

Depuis 2009, les relations américano-russes semblent avoir effectué une rotation, allant de la bonne entente pour des dossiers-clés entre Obama et Medvedev à une détérioration graduelle depuis le retour de Poutine à la présidence. En effet, le traité New START de réduction des arsenaux nucléaires, réduisant à 1,550 le nombre de têtes actives, fut négocié lors du Sommet de Moscou les 6-7 juillet 2009 et signé le 10 avril 2010 afin qu'il entre en vigueur pour une durée de sept ans à compter du 5 février 2011<sup>43</sup>. Ensuite, dans un dossier qui traînait en longueur depuis près de 20 ans, Obama fit pression pour débloquent l'entrée de la Russie à l'OMC<sup>44</sup>. La Russie devint officiellement membre de l'organisation le 22 août 2012, après 18 ans de négociations<sup>45</sup>.

Par contre, il semblerait que les préférences du président Obama envers Medvedev, comme le rappelle Julien Turreille, aient envenimé ses relations avec Poutine<sup>46</sup>. Une série d'incidents diplomatiques

---

<sup>37</sup> Henry Kissinger, « The Icon and the Eagle », *New York Times - International Herald Tribune*, 20 mars 2007, 2013, [<http://www.henrykissinger.com/articles/iht032007.html>], consulté le 7 octobre.

<sup>38</sup> U.S. Department of State, *Russia*, mis à jour le 14 décembre 2012, [<http://www.state.gov/r/pa/ei/bgn/3183.htm>], consulté le 22 octobre 2013.

<sup>39</sup> La République tchèque, la Hongrie et la Pologne furent les premiers anciens membres du Pacte de Varsovie, à adhérer à l'OTAN le 12 mars 1999. Voir : Organisation du traité de l'Atlantique Nord, *NATO - Topic : Pays membres*, [[http://www.nato.int/cps/fr/natolive/topics\\_52044.htm](http://www.nato.int/cps/fr/natolive/topics_52044.htm)], consulté le 22 octobre 2013.

<sup>40</sup> Rutland et Dubinsky, « U.S.–Russia Relations », p.7.

<sup>41</sup> Dimitri Trenin et Mark Medish, « Bush and Putin have a lot of work to do », *The New York Times - International Herald Tribune*, 16 octobre 2006, [[http://www.nytimes.com/2006/11/16/opinion/16iht-edmedish.3561483.html?\\_r=0](http://www.nytimes.com/2006/11/16/opinion/16iht-edmedish.3561483.html?_r=0)], consulté le 22 octobre 2013.

<sup>42</sup> U.S. Department of State, *Highlights in the History of U.S. Relations With Russia, 1780-June 2006*

<sup>43</sup> Woolf, Kerr, et Nikitin, *Arms Control and Nonproliferation: A Catalog of Treaties and Agreements*, p.17-18.

<sup>44</sup> William McQuillen et Jennifer M. Freedman, « U.S. Agrees to Russia WTO Membership After Accord with Georgia, Obama Says », *Bloomberg*, 10 novembre 2011, [<http://www.bloomberg.com/news/2011-11-10/u-s-agrees-to-russia-joining-wto-official.html>], consulté le 23 octobre 2013.

<sup>45</sup> World Trade Organisation, *Accession Status : Russian Federation*, [[http://www.wto.org/english/thewto\\_e/acc\\_e/a1\\_russie\\_e.htm](http://www.wto.org/english/thewto_e/acc_e/a1_russie_e.htm)], consulté le 7 octobre 2013.

<sup>46</sup> Julien Turreille, « L'annulation de la rencontre Obama-Poutine : symptôme de la perte d'influence diplomatique des États-Unis ? », *L'actualité - Le blogue géopolitique*, 14 août 2013, [<http://www.lactualite.com/opinions/le->

malencontreux entre ces deux pays est survenue bien avant l'affaire Snowden et la Syrie, témoignant d'un refroidissement des relations bilatérales entre les deux présidents, et ce, malgré la bonne volonté affichée par Poutine pour collaborer avec les autorités américaines après les attentats de Boston.

Tout d'abord, USAID fut expulsée par le gouvernement russe le 18 septembre 2012. L'agence américaine s'est vue reprocher de tenter d'influencer la politique nationale<sup>47</sup>. Puis, le Congrès des États-Unis vota la *Loi Magnitsky*, du nom d'un avocat décédé de ses blessures dans une prison russe en 2009 après avoir dénoncé une fraude commise par des fonctionnaires. La loi, votée par le Congrès, le 6 décembre 2012 et signée par Obama le 14 décembre, réinstaure la prémisse de l'amendement Jackson-Vanik afin d'établir des sanctions commerciales envers la Russie sur la base du respect des droits humains<sup>48</sup>. Le 12 avril 2013, l'administration Obama publia une liste de 18 fonctionnaires russes interdits de séjour aux États-Unis en fonction de cette loi<sup>49</sup>. En représailles, Poutine répliqua le lendemain en bannissant 18 fonctionnaires américains<sup>50</sup>.

C'est dans ce contexte global de relations bilatérales américano-russes que Poutine réussit son coup de force diplomatique en prenant l'administration Obama par surprise dans le dossier syrien. En profitant de l'imbroglio dans lequel Washington et ses alliés semblaient s'empêtrer, le président russe s'appropriâ la paternité de la proposition voulant que Damas remette ses armes chimiques aux inspecteurs de l'ONU. Par le fait même, les gestes de Poutine, comme l'indique Fiona Hill, ont sans doute eu écho au sein d'un auditoire mondial opposé aux bombardements prévus par Washington, tout en préservant ses propres intérêts régionaux<sup>51</sup>. Néanmoins, le grand test diplomatique entre Obama et Poutine pourrait survenir lors des prochains pourparlers entre le groupe P5+1<sup>52</sup> et l'Iran, malgré la bonne collaboration entretenue entre eux sur cet enjeu jusqu'ici.

Alexandre Alaoui



---

blogue-geopolitique/lannulation-de-la-rencontre-obama-poutine-symptome-de-la-perte-dinfluence-diplomatique-des-etats-unis/], consulté le 7 octobre 2013.

<sup>47</sup> Natasha Abbakumova et Kathy Lally, « Russia boots out USAID », *Washington Post*, 18 septembre 2012, [http://articles.washingtonpost.com/2012-09-18/world/35497800\_1\_russian-activists-usaid-golos], consulté le 13 octobre 2013.

<sup>48</sup> Kathy Lally et Will Englund, « Russia Fumes as U.S. Senate Passes Magnitsky Law Aimed at Human Rights », *The Washington Post*, 7 décembre 2012, [http://www.washingtonpost.com/world/europe/us-passes-magnitsky-bill-aimed-at-russia/2012/12/06/262a5bba-3fd5-11e2-bca3-aadc9b7e29c5\_story.html]; Samuel Rubinfeld, « Obama Signs Magnitsky Act Into Law », *WSJ Blogs - Corruption Currents*, 14 décembre 2012, [http://blogs.wsj.com/corruption-currents/2012/12/14/obama-signs-magnitsky-act-into-law/]; David J. Kramer et Lilia Shevtsova, « What the Magnitsky Act Means », *The American Interest Magazine*, 18 décembre 2012, [http://www.the-american-interest.com/article.cfm?piece=1363], consultés le 24 octobre 2013.

<sup>49</sup> Elias Groll, « A guide to the Russian officials on the U.S. Magnitsky list », *Foreign Policy Blogs*, 12 avril 2013, [http://blog.foreignpolicy.com/posts/2013/04/12/a\_guide\_to\_the\_russian\_officials\_on\_the\_us\_magnitsky\_list], consulté le 24 octobre 2013.

<sup>50</sup> Nathalie Thomas, « Russia bans Americans in retaliation over Magnitsky Act », *The Telegraph*, 13 avril 2013, [http://www.telegraph.co.uk/finance/financial-crime/9991842/Russia-bans-Americans-in-retaliation-over-Magnitsky-Act.html], consulté le 24 octobre 2013.

<sup>51</sup> Fiona Hill, « Putin Scores on Syria », *Foreign Affairs*, 11 septembre 2013, [http://www.foreignaffairs.com/articles/139905/fiona-hill/putin-scores-on-syria], consulté le 7 octobre 2013.

<sup>52</sup> États-Unis, France, Grande-Bretagne, Russie, Chine, et Allemagne.